



Association de
l'Énergie du Québec

GNL Québec :
Faire sa part pour la planète,
propulser l'économie du Saguenay

Mémoire présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

par

L'Association de l'énergie du Québec

Saguenay, le 26 octobre 2020

Sommaire

L'Association de l'énergie du Québec voit les changements climatiques comme un problème d'ordre mondial. Le Québec doit faire tous les efforts pour améliorer son bilan, mais il doit aussi contribuer le plus possible à réduire les émissions globales, en particulier celles des économies en émergence comme la Chine et l'Inde et celles émanant d'infrastructures vieillissantes dans les pays occidentaux.

Les projets de production d'énergie sur son territoire doivent être analysés en fonction de cet angle double. Ils doivent présenter le moins d'impact possibles chez nous, et viser des marchés présentant les meilleures opportunités de réduire rapidement l'empreinte carbone.

Au vu des informations et des chiffres disponibles sur le projet, et compte tenu des documents et analyses les plus récents sur les changements climatiques, nous croyons que le projet d'importation, de liquéfaction et d'exportation de gaz naturel Énergie Saguenay représente une opportunité unique pour le Québec d'agir chez lui et de faire sa part pour la planète.

Une transition qui prendra du temps

Nous sommes tous et chacun conscients qu'une transition est nécessaire en matière d'énergie si nous voulons réduire les émissions mondiales et éviter le plus possible les impacts négatifs d'une hausse des températures moyennes partout sur la planète.

De nombreuses analyses existent quant à ces impacts, et celles produites par le Groupe international d'experts sur le climat mandaté par les Nations Unies sont une référence incontournable, en particulier le rapport spécial de 2018 portant sur les impacts d'un réchauffement planétaire de 1,5 ° C (1), qui contient 6 000 références, et bénéficie de contributions de 91 experts provenant de 40 pays différents.

(1) Réchauffement planétaire de 1,5 ° C, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 ° C par Rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, Sommaire pour les décideurs, 8 octobre 2018.

Il importe de bien lire ce rapport et les autres produits par le GIEC, et de bien tenir compte du mandat confié au GIEC par les Nations Unies, pour en tirer des conclusions pertinentes. Ces rapports visent à faire état de la situation, établir des projections, comparer les différents scénarios de réchauffement climatique et émettre des recommandations.

Si les rapports sont très clairs sur la nécessité d'agir, il existe des divergences sur les moyens à prendre selon l'analyse que l'on en fait. Il y a celles et ceux qui sont convaincus que les changements climatiques vont entraîner progressivement la fin de l'humanité si des mesures draconiennes ne sont pas prises immédiatement, et que le point de non retour

approche. La représentante démocrate américaine Alexandria Ocasio-Cortez affirme par exemple que la fin du monde arrivera en 2031 (2),

(2) ' *The world is going to end in 12 years if we don't address climate change,*' *Ocasio-Cortez says, USA Today, Jan. 22 2019 9h36 a.m.*

alors que le Prince Charles déclarait en 2009 qu'il restait huit ans seulement pour sauver le monde (3)

(3) *The Telegraph, 7 mars 2009.*

En 2009, lors de la conférence sur le climat de Copenhague, l'ancien vice-président américain Al Gore prédisait qu'il y avait 75% de chances que le Pôle Nord perde entièrement sa couverture glaciaire pendant certains mois d'été dans les cinq ou sept années à venir (4).

(4) *Electroverse, 13 décembre 2019.*

La prudence manifestée par l'ancien vice-président tient au fait que sa prédiction s'appuyait sur les données produites par les modélisations par ordinateur. Ces projections sont fiables, mais elles ne peuvent par définition pas prédire avec certitude ce qui va arriver. Elles ne peuvent tenir compte, par exemple, de l'arrivée sur le marché de nouvelles technologies, de la capacité d'adaptation de l'humanité ou des politiques qui seront mises de l'avant par les gouvernements.

Il n'y a donc pas de surprise à ce que les questions reliées à l'environnement divisent en groupes bien distincts. Il y a la vision alarmiste, épousée par celles et ceux qui ne croient pas qu'il y aura des solutions ou qu'elles ne viendront pas à temps, et qu'il faut donc par exemple stopper net le recours aux hydrocarbures. Cette vision n'est pas sans vertu, car elle oblige à une saine réflexion. Mais un bref retour en arrière nous montre que les calamités qui devaient frapper le genre humain ne se sont pas produites : il n'y a pas eu de famine mondiale, de nouvel âge glaciaire ou de péril nucléaire, et la technologie vient à bout du phénomène des pluies acides ou de la disparition de la couche d'ozone (5).

(5) *Competitive Enterprise Institute, 50 years of failed eco-pocalyptic predictions, Myron Ebbell and Steven J. Milloy, September 18 2019.*

Cette vision alarmiste de la situation, largement épousée aujourd'hui par les groupes écologistes, certains acteurs politiques et la plupart des médias, trouve donc sa source dans l'interprétation particulière que l'on fait des rapports du Groupe d'experts international sur le climat (GIEC) et non pas les rapports eux-mêmes. Une lecture complète et approfondie de ces cinq rapports et quatre rapports spéciaux qui portent largement sur les impacts respectifs de réchauffements de 1.5 °C et de 2.0 C d'ici l'an 2100 montre en effet un portrait beaucoup plus nuancé. Ainsi, sur la date fatidique de 2030, il est écrit qu'il faut avoir réduit les émissions mondiales de 45% et les avoir ramenées à net zéro en 2050 pour limiter le réchauffement de la planète à 1.5 °C. Et que pour arriver à moins 45% d'ici 2030 il faut commencer tout de suite à réduire la dépendance aux hydrocarbures. Il n'y a pas de fin du monde annoncée ici. Mais il y a un appel clair à une transition la plus rapide possible. Nous sommes entièrement d'accord donc avec les principales conclusions du GIEC, et non avec les conclusions de certains groupes. Nous ne sommes pas des *climato-sceptiques* (bien que le scepticisme soit une indéniable qualité de la pensée scientifique) ou des *climato-lents*. Nous sommes des *climato-réalistes* à la recherche de solutions *concrètes* dans un échancier *réaliste*. Nous croyons que les technologies auront encore une fois réponse aux défis posés, et que l'humanité saura s'adapter. Nous croyons également que les impacts économiques doivent être placés dans leur contexte. Il en coûtera très cher de trouver des solutions, mais nous nous enrichirons considérablement aussi, comme le démontre le Copenhagen Center for Economic Studies (6).

(6) *Get the facts straight, July 17 2020, par Bjorn Lomborg, Copenhagen Consensus Center.*

Les projections du GIEC ne peuvent prédire avec acuité le moment où les hydrocarbures ne seront plus requis pour produire de l'énergie. Il est impossible de prévoir les choix que feront les gouvernements ni leurs stratégies sur l'échiquier géopolitique, encore moins

leur impact réel sur les marchés, qui sont basés sur l'offre et la demande. Pour savoir de quoi auront l'air ces marchés dans l'avenir, il faut plutôt voir les prévisions de l'Agence internationale de l'Énergie. Les derniers tableaux disponibles montrent qu'il y aura un fort marché pour le gaz naturel jusqu'en 2040 au moins. La pandémie fait en sorte que le marché va chuter de 4% cette année et que la demande ne se stabilisera pas avant 2023 ou 2025 selon les différents scénarios envisagés (7),

(7) Gas 2020, Analyzing the impact of the COVID 19 pandemic on global natural gas markets, IEA, June 2020.

mais la demande pour le gaz naturel augmentera éventuellement de 1% par année pour atteindre 40% de plus en 2040, et celle du gaz naturel liquéfié de 3% par année (8), après quoi elle pourrait commencer à décliner.

(8) World Energy Outlook 2020, Flagship report, October 2020, IEA.

La Chine et l'Inde en ont besoin, pour leurs industries, pour générer de l'électricité, et pour remplir les besoins des secteurs commercial et résidentiel. Idem en Europe, à moins grande échelle. Pour répondre à cette demande, plus de 400 milliards \$ de dollars d'investissement seront nécessaires à travers le monde à partir du milieu des années 2020, soit la date choisie par GNL Québec pour entrer en opération. Le Québec ne doit absolument pas rater cette chance de faire concurrence aux États-Unis, à la Russie ou à l'Australie.

La transition prendra donc du temps. On ne peut tout simplement pas cesser tout de suite de recourir aux hydrocarbures et se lancer dans l'énergie renouvelable. Il faut produire du gaz naturel pour sortir le charbon en Asie. Maintenant. Ni l'énergie solaire, ni l'énergie éolienne, ni l'hydroélectricité ne peuvent répondre aux besoins de ces pays. Nulle part dans le monde les énergies renouvelables ne sont prêtes pour le marché. Il faudra continuer à engloutir des centaines de milliards \$ par année pendant plusieurs années

avant de voir une augmentation de parts de marché. Et seulement si elles sont jugées fiables à ce moment. Or, en recourant davantage au gaz naturel, nous avons des solutions pour aujourd'hui, et elles fonctionnent. Les États-Unis ont baissé leurs émissions en 2019. Elles ont augmenté dans tous les secteurs, sauf celui de la production d'électricité. Mais le recours au gaz naturel plutôt que le charbon est si efficace qu'à lui seul il a fait en sorte que le bilan global soit négatif (9).

(9) Rhodium Group, *Preliminary US emissions estimates, January 7 2020*; CNN, *January 7 2020*, Drew Kann and Inside Climate news, *January 7 2020*, Nicholas Kusnetz

C'est l'une des bonnes recettes pour baisser rapidement les émissions mondiales. Il y en a d'autres. Il y a la voie des énergies renouvelables. Le marché a décliné également de ce côté en raison de la pandémie, mais les experts s'attendent à un rebondissement assez costaud en 2021 en raison de la fin du support gouvernemental en Chine et des crédits d'impôt aux États-Unis, ce qui précipite l'aboutissement des projets (10).

(10) *Renewable energy market update, Outlook for 2020 and 2021, May 2020.*

Ces projections tiendront bien sûr si le marché revient à une certaine normale. La durée exacte la pandémie et son effet sur les choix politiques que feront les gouvernements causent une grande incertitude, et même ceux qui veulent reconstruire l'économie autrement (build back better) n'ont pas encore d'idée précise des moyens à privilégier. La plateforme environnementale du candidat démocrate à la présidence des États-Unis ne précise pas le nombre d'années que le plan va durer, les technologies qui seront employées et le coût pour le contribuable (11).

(11) *The Biden Plan for a clean energy revolution and environmental justice, joebiden.com*

Les seuls chiffres qu'on y retrouve réellement sont l'investissement prévu du gouvernement fédéral américain, soit 1 700 milliards \$, et l'investissement privé que l'on veut y greffer, soit 5 000 milliards \$, en plus des sommes fédérales consacrées à la R & D, soit 400 milliards \$ en dix ans

Le plan du gouvernement canadien actuellement en poste est sensiblement le même et il n'est pas plus précis. Il est en fait pratiquement impossible pour les gouvernements de formuler plus clairement leurs intentions, trop de questions demeurant sans réponse.

Y aura-t-il toujours des limites dans les marchés potentiels du renouvelable comme c'est le cas actuellement ? Que fait-on avec la technologie elle-même? Les technologies vertes utilisent beaucoup d'hydrocarbures (12), les panneaux solaires ont besoin d'énormément de surface (13), 90% des terres rares pour leur fabrication viennent de Chine, le quartz des batteries doit être miné et requiert du charbon pour être fondu, ils se dégradent à un rythme de 1% par année et ont dix ans de vie utile (14), chaque pluie provoque le ruissellement d'éléments toxiques dans le sol. (15)

(12) *Wall Street Journal*, August 5 2019, Mark Mills

(13) *Phys.org*, Leiden University, August 28 2018

(14) *Solarreviews.com*, September 10 2020

(15) *RealClearEnergy*, Daniel Turner, October 1 2020

Passer d'un modèle de production d'énergie à un autre requerra en outre de remplacer les infrastructures existantes, ajouter des batteries, des lignes de transmission et des stations de recharge. Cela implique donc de poursuivre le développement de nouvelles technologies ou en créer d'autres. Ces technologies devront être testées et posséder l'infrastructure nécessaire. Il est pratiquement impossible de prévoir l'empreinte carbone réelle des énergies renouvelables, mais il faudra nécessairement le faire pour pouvoir comparer. Sans compter l'acceptabilité sociale, pas plus facile à obtenir que les projets d'énergie plus conventionnels.

En d'autres mots, changer de modèle d'énergie ne sera pas une *révolution*, mais bien une *évolution*. Dans cette évolution, chaque forme d'énergie sera nécessaire. Il faut s'assurer d'avoir la bonne source d'énergie, au bon endroit et au bon moment.

Le meilleur projet de sa génération

Il est d'autant plus facile d'apprécier le projet de GNL Québec quand on voit qu'il s'agira des installations de gaz naturel liquéfié les plus performantes au monde en ce qui a trait à l'environnement. L'électricité utilisée pour faire fonctionner le terminal peut être qualifiée ici d'avantage Québec. Outre de permettre une réduction de près de 85% des émissions quand on le compare aux autres terminaux dans le monde (16), le projet GNL Québec bénéficiera d'une stabilité des coûts difficile à égaler ainsi qu'une réduction appréciable de ces coûts en raison d'une moins grande obligation relative à la taxe carbone. Le projet donc, en plus d'être le plus vert de sa génération, pourrait également être le plus compétitif en terme de gestion, ce qui sera nécessaire dans un marché concurrentiel.

(16) *Energiesaguenay.com, Étude environnementale globale du promoteur*

Nous sommes particulièrement heureux de voir que les promoteurs ont fait appel au CIRAIQ afin d'avoir une juste évaluation du cycle de vie complet du projet. L'AEQ ainsi que ses membres ont fait de même pour évaluer l'impact de certaines technologies qui pourraient permettre prochainement la production de gaz naturel du Québec sans émissions ou presque.

Il s'est écoulé plus de six ans maintenant depuis les premières consultations tenues par les promoteurs avec l'ensemble des populations concernées. Six ans au cours desquels les investisseurs ont maintes fois modifié le projet afin de répondre aux interrogations et aux demandes de chacune et chacun. Nous avons lu les 1 132 pages de l'étude environnementale globale. Du choix du site au stockage en passant par les processus d'exploitation, nous sommes d'avis que le projet est le meilleur de sa génération à pratiquement tous les points de vue. Nous validons les chiffres qui s'y retrouvent, et

sommes d'avis que les méthodes de calcul des émissions, qui seront 85% moindres que des projets semblables, ainsi que la grille d'analyse permettant de prédire 15% d'efficacité énergétique de plus (17) en raison de notre climat, sont rigoureuses et utilisent les outils les plus à jour et les plus crédibles.

(17) Energiesaguenay.com, Analyse du cycle de vie du CIRAIG

Première partie : les impacts sur l'environnement

Nous ne voulons pas accaparer les commissaires avec des commentaires sur l'ensemble des impacts environnementaux. Ce mémoire présente l'opinion de l'Association de l'énergie du Québec et ne fera donc pas le recensement complet. Nous souhaitons toutefois émettre notre avis sur les questions qui ne font pas consensus.

Le gaz « sale »

Il est difficile, même pour le commun des mortels, de suivre la logique des opposants quand ils qualifient la ressource venant de l'Ouest canadien de gaz " sale ".

D'abord, il faut savoir que les producteurs albertains ont réduit de 30% leur empreinte environnementale depuis 30 ans, en ayant recours à des technologies de mitigation de plus en plus efficaces. Et l'Alberta vient de lancer le Technology Innovation Emission Réduction Regulation pour limiter davantage les émissions là-bas.

Deuxièmement, la seule comparaison pertinente ici est de mesurer l'impact de l'utilisation du gaz naturel canadien plutôt que l'essence ou le charbon qui seront ainsi remplacés quelque part dans le monde. Pour nous, cette déclaration récente de la part d'individus clairement opposés au projet vient rejoindre celles sur le Quick aux fraises ou plus récemment le « pétrole sale » : il s'agit de commentaires politiques destinés à nous faire détester l'Ouest canadien, et donc inutiles dans le cadre du mandat actuel du BAPE.

Le calcul des émissions

Sur la question bien précise du calcul des émissions, nous voyons que les objections sont de deux ordres. D'abord, sur la méthode de calcul elle-même. Ensuite, sur le scepticisme envers le promoteur quant aux marchés possibles.

Les émissions ont été calculées pour le terminal lui-même ainsi que pour l'ensemble du processus, ce qui permet de mettre les choses en perspective pour en arriver à une argumentation plus claire. Les émissions de 421K tonnes liées au terminal sont les seules qui compteront au bilan du Québec. C'est à peine 1% d'ajout sur son bilan actuel. Un pourcentage qui sera annulé dans les prochaines années avec l'atteinte de la carboneutralité. Les opposants brandissent le chiffre de 8 millions de tonnes. C'est un chiffre réel. Il correspond aux émissions à l'extérieur du Québec. Mais il est pour le moins tendancieux de vouloir comptabiliser ces émissions sans prendre compte des 28 millions de tonnes qui seront retirées du marché par substitution d'essence ou de charbon par le gaz naturel canadien.

En d'autres mots, la position des groupes environnementalistes repose sur un scénario où le gaz sera ajouté sans rien retirer. Pour vérifier cette affirmation, il n'est pas inutile de regarder ce qui se fait depuis une dizaine d'années. Depuis 2010, le remplacement du charbon par le gaz naturel, ce que l'Agence internationale de l'énergie appelle le coal-to-gas, a permis de retirer 500 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de 200 millions de voitures électriques. (18)

(18) The role of gas in today's energy transitions, World Energy Outlook special report, July 2019

Donc oui, le gaz naturel remplace des formes plus nocives d'énergie. Le problème soulevé par les groupes environnementalistes est bien réel – on introduit du gaz naturel dans le marché mondial et les émissions continuent de grimper – mais cette hausse est

attribuable à davantage de consommation de charbon et d'essence dans les marchés en émergence. La situation serait donc bien pire sans gaz naturel.

Les impacts seront en lien avec les marchés

Les processus de substitution ont lieu partout dans le monde, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, en Chine ou en Inde, chacun pour des raisons différentes qui varient du remplacement d'infrastructures déficientes à la création de nouvelles sources d'énergie pour l'industrie ou pour soutenir le mouvement d'urbanisation.

Les meilleures opportunités de gains à court terme se trouvent aux États-Unis et en Europe. On parle ici de remplacer du charbon utilisé pour produire de l'électricité par du gaz naturel dans les infrastructures existantes. Quand on voit le temps qu'il faut pour construire des infrastructures pour du renouvelable ou améliorer l'efficacité énergétique des installations de production existantes c'est clairement la voie la plus rapide. On pourrait réduire de 4% le bilan mondial des émissions de CO₂ et de 10% le secteur de production d'énergie, et réduire de 15% la demande mondiale pour le charbon. Il y a deux conditions pour cela, c'est d'avoir une demande relativement stable d'électricité et avoir du gaz disponible (spare gas). (19)

(19) The role of gas in today's energy transitions, World Energy Outlook special report, July 2019

En Europe, pour le même type d'opportunités, il y a eu c'est vrai moins de marché depuis 2010 (sauf en Grande-Bretagne) mais la combinaison de bas prix du gaz naturel et de prix plus élevés pour émettre du CO₂ offre maintenant de meilleures perspectives. (20)

(20) Idem.

Qui peut être en mesure de rejoindre ces marchés ? Les promoteurs de GNL Québec ont clairement ciblé l'Europe, et avec raison. Outre les opportunités, les exportateurs qui

auront une bonne feuille de route environnementale et qui mettront l'accent sur l'élimination des émissions fugitives de méthane auront une longueur d'avance.

En plus de contribuer à réduire de façon significative les émissions mondiales, le gaz naturel de chez nous contribuera également à sécuriser la ressource et la rendre disponible pour rencontrer les pics dans la demande. Nous pensons toutefois que ce marché ne durera pas longtemps. Les efforts de plus en plus grands des États pour rencontrer les objectifs suggérés par l'ONU rend le marché de plus en plus difficile passé 2030.

L'élection américaine

Pour ce qui est du marché américain, qui n'est pas visé par les promoteurs de GNL Québec, il faut surtout essayer de prévoir l'impact sur les marchés de l'élection présidentielle. Il est assez clair que la réélection du président va signifier la poursuite d'un agenda résolument en faveur d'une hausse de production de pétrole et de gaz naturel, ainsi que davantage d'infrastructures. On pense ici entre autres au train qui irait de l'Alaska en Alberta. Dossier où nos propres gouvernements devront se prononcer.

L'élection du candidat démocrate signifie une transition plus courte, mais qui va demeurer assez longue tout de même. Monsieur Biden ne précise pas s'il va bannir la fracturation hydraulique à un certain moment. Avec le ralentissement économique les observateurs ne s'attendent pas à une mise à l'écart de l'industrie à court terme. Donc l'influence sur le prix et les opportunités devraient demeurer assez limités pour un avenir prévisible. Il devient plus difficile de faire des projections à long terme.

L'Asie

Le gaz naturel sera utilisé plus longuement dans les économies en émergence fortement émettrices, peu importe les scénarios présentés par le groupe d'experts de l'ONU. Et les promoteurs lisent bien ce marché également.

En Chine, contrairement à ce qui est généralement véhiculé, ce n'est pas dans le secteur de la production d'électricité que se trouve le marché le plus intéressant. La Chine possède une très grande quantité d'usines au charbon relativement neuves et très productives. Le coal-to-gas se fait surtout en région urbaine, pour remplacer les vieilles chaudières à charbon dans les secteurs industriel et résidentiel. Ces chaudières n'ont généralement pas de dispositifs anti-pollution.

Dans l'industriel le gaz est en compétition avec l'énergie renouvelable. En fait, avec les prix actuels, l'énergie éolienne et les parcs d'énergie solaire situés sur le territoire sont plus compétitifs. Mais ce n'est pas toute l'industrie qui peut fonctionner à l'électricité, et surtout pas l'industrie légère comme le manufacturier, le textile ou l'alimentation. Et cette industrie a également besoin d'une source 100% fiable. Pour le résidentiel, il y a une moyenne de 7 millions de nouvelles résidences par année qui se branchent sur le gaz naturel, soit deux fois plus que celles désirant fonctionner à l'électricité.

En Inde, le gaz occupe présentement une part assez négligeable du marché. Cela s'explique par les contraintes gouvernementales imposées aux fournisseurs, le manque d'infrastructures et le coût qui demeure malheureusement trop élevé pour une bonne partie de la population. Mais les intentions du gouvernement indien de faire une place importante au gaz naturel sont claires.

Dans ses Perspectives Énergétiques Mondiales 2019 l'Agence Internationale de l'Énergie prévoyait une hausse de 30% au moins de l'utilisation du gaz naturel d'ici 2040, alors que

le gaz naturel liquéfié doublera sa part de marché du gaz naturel dans les économies en émergence, passant de 20% à 40%. (21)

(21) IEA, *World Energy Outlook 2019*

Ces chiffres seront sans doute revus en raison des impacts de la pandémie, mais il est clair qu'il y aura des marchés disponibles pour le gaz naturel que l'on exportera. Et les impacts environnementaux totaux dépendent de l'utilisation qu'on fera du gaz naturel de GNL Québec dans ces marchés.

Pour nous, il n'y a aucun doute, dans ce contexte, que l'accès au marché devrait être plus facile pour un producteur qui réduit à leur source les émissions, vise la carboneutralité des 2025 et veut réduire presque complètement les émissions fugitives de méthane.

Les émissions fugitives

S'il y a une partie des processus opérationnels que l'industrie du gaz naturel doit continuer à améliorer, ce sont les émissions fugitives. La performance environnementale du gaz naturel en dépend largement. Nous précisons d'entrée de jeu que les opposants exagèrent complètement sur ce point avec des chiffres allant jusqu'à 12%. Si c'était le cas, il serait pratiquement impossible d'opérer avec profit.

Dans son étude sur le cycle de vie de la ressource, (22) le CIRAIG fait état de calculs aussi bien pour les puits de gaz naturel – là où il sera extrait – que pour la chaîne d'approvisionnement. Pour les puits, les mesures sur le terrain donnent des valeurs entre 1% et 1,5% alors que les mesures par la concentration atmosphérique donnent plutôt autour de 2,5%. Dans ces deux cas, l'utilisation du gaz naturel en remplacement de produits pétroliers plus nocifs est avantageuse dans tous les scénarios de remplacement.

(22) *Energiesaguenay.com, Étude de cycle de vie du CIRAIG.*

Une comparaison des études les plus crédibles et les plus récentes sur les émissions fugitives montre un chiffre variant entre 0,4% et 3,9% de fuites de méthane. Comme pour

les autres acteurs intéressés, il nous est impossible de déterminer à l'intérieur de ce spectre la quantité de méthane qui pourrait être perdue dans le projet GNL Québec. Mais nous savons trois choses.

Un, GNL Québec fera tous les efforts pour garder sa réputation de meilleur projet de terminal de liquéfaction au monde, puisqu'il en va de son marché. Deux, GNL Québec a une certaine marge de manœuvre en raison même de son projet le plus favorable à l'environnement. Et trois, l'entreprise sait que pour conserver l'acceptabilité sociale, elle devra être carboneutre rapidement, ce qui inclut les émissions fugitives.

Au final, c'est l'empreinte environnementale qui est la variable principale

Le marché sera donc intéressant pour GNL Québec. Nous ne connaissons d'ailleurs aucun investisseur sérieux prêt à mettre 9 millions \$ sur la table sans qu'il y ait de réelles perspectives. Mais même avec un bon marché, même avec un contexte d'utilisation grandissante du gaz naturel, les émissions globales sont à la hausse dans le monde.

Le gaz naturel fera partie de la solution plutôt que du problème pendant encore plusieurs années, puisqu'il est toujours préférable au charbon dans un cycle de vie complet. Mais se contenter d'une meilleure performance que le charbon ne sera pas suffisant. L'industrie devra démontrer qu'elle réduit elle-même ses émissions dans la chaîne d'approvisionnement et qu'elle participera plus activement, entre autres choses, à l'effort mondial de récupération, d'utilisation et d'entreposage des CO₂ (CCUS).

Puisqu'elle sera l'usine la plus performante du point de vue environnemental, GNL Québec sera davantage en mesure que ses concurrentes d'agir et ainsi déterminer elle-même son marché.

Le Québec, un archipel environnemental

Le Québec s'est fixé des objectifs ambitieux pour 2030, année où il souhaite avoir réduit ses émissions de 37,5% par rapport à 1990.

Pour cela, il entend recourir massivement à l'électrification du transport, en plus d'autres mesures bien ciblées. Il est possible, et souhaitable, que le Québec réussisse. Mais bien que l'exercice soit très profitable politiquement, il ne contribuera en rien à régler le problème des émissions mondiales globales. Le Québec serait un peu comme les musiciens sur le Titanic le soir du naufrage : on continuera à jouer le violon pendant que le bateau s'enfonce dans l'eau.

C'est cette détestable tendance à ne voir que ce qui se passe ici qui en pousse plusieurs à s'opposer au projet au nom de l'environnement. Et il n'existe aucun fondement pour dire que si le Québec fait sa part, il sera imité par les autres. En politique, et très certainement pour l'environnement, les États obéissent à des logiques propres. Les dirigeants chinois ou indiens veulent que leurs populations accèdent au niveau de vie nord-américain. Non seulement nous n'y pouvons rien, mais il serait immoral de les en empêcher. S'il est vraiment environnementaliste, le Québec doit agir pour la planète.

Pour nous, le projet de GNL Québec est l'exemple même de ce que le Québec peut faire pour la planète. À nos yeux, le projet est justifié du point de vue de l'environnement. Produire ici du CO₂ pour en sortir quatre fois plus dans le monde sera un gain rapide pour l'environnement, qui n'exclut aucunement la poursuite et même l'augmentation du rythme avec lequel il faut développer les sources d'énergie renouvelable ou ne présentant que de faibles impacts pour l'environnement.

Nous préférons de loin cette approche à l'abandon immédiat des hydrocarbures, un appel qui ne tient aucunement compte de la réalité, le renouvelable étant encore loin du marché et présentant des coûts exorbitants en période de post pandémie.

Impacts sur les mammifères marins

La documentation disponible quant aux impacts sur les mammifères marins du Saguenay est beaucoup moins volumineuse. Et nous ne sommes certainement pas des experts en la matière.

Dans son plan d'action 2020 pour réduire l'impact du bruit sur le béluga et les autres mammifères marins de l'estuaire du Saint-Laurent, Pêches et Océans Canada décrit les mesures concrètes à respecter pour assurer leur survie et leur tranquillité (23).

(23) Pêches et Océans Canada. 2020. Plan d'action pour réduire l'impact du bruit sur le béluga et les autres mammifères marins en péril de l'estuaire du Saint-Laurent. Série de Plans d'action de la Loi sur les espèces en péril, Pêches et Océans Canada, Ottawa, iv + 34 p.

Il y a évidemment consensus là-dessus. Le défi pour GNL Québec sera de trouver les moyens de réduire l'impact du bruit causé à la fois par une hausse du trafic maritime et par des opérations qui représentent une nouveauté dans certains secteurs, comme la construction et l'utilisation de quais de chargement.

Nous sommes donc, contrairement aux mesures actuelles pour protéger l'espèce, en territoire moins connu. Il n'y a pas de certitudes scientifiques d'un côté comme de l'autre. Nous prenons acte des engagements de GNL Québec quant aux mesures d'atténuation à venir, à la conception des navires, l'utilisation de nouvelles technologies pour des gains sonores, le soutien à des programmes de sensibilisation et une meilleure concertation régionale. Nous saluons également par ailleurs les efforts de GNL Québec dans le choix final du site du terminal.

Mais la réussite dépend entièrement des gestes concrets qui seront posés dans les années à venir ainsi que la disposition de l'entreprise à écouter tous les acteurs, incluant ceux qui ont une vision particulière de la situation. Ce n'est un secret pour personne que certains groupes entrevoient déjà l'extinction du béluga du St-Laurent. Loin de les écarter, nous

invitons plutôt chacun à les écouter. Nous avons toutes et tous une responsabilité particulière à l'égard des espèces animales et végétales qui nous entourent.

Ce dialogue est déjà productif. Nous avons bien noté votre décision de faire entendre récemment les experts de Pêches et Océans Canada. Bien sûr, ils vous ont fait part de leurs craintes quant aux impacts sur le milieu de vie. Mais ils ont aussi dit que les risques de collision entre un navire et un mammifère marin ne sont pas significatifs. On avance.

Impact sur l'environnement / Sommaire

Les études scientifiques produites par les autorités montrent que l'utilisation du gaz naturel en remplacement de formes plus nocives d'énergie permet une baisse des émissions mondiales. Nous croyons que le marché du gaz naturel liquéfié présente suffisamment d'opportunités à terme pour GNL Québec dans ce domaine. Nous croyons également que son bilan environnemental place GNL Québec dans une meilleure position que ses concurrents pour accéder à ces marchés en raisons de plus grandes contraintes environnementales à venir dans le monde. Nous devons nous assurer que des émissions fugitives trop importantes ne viennent pas annuler les gains projetés, mais nous ne manifestons pas de préoccupations particulières à cet égard.

Deuxième partie : les bénéfices économiques

L'industrie est fortement désavantagée

Le 15 octobre 2019, le journal numérique La Presse publiait une lettre signée par une centaine d'économistes dans laquelle on expliquait qu'il n'y aura pas de bénéfices économiques avec le projet Énergie Saguenay.

Nous le soulignons en ouverture de ce chapitre parce que cette lettre contenait à elle seule tous les préjugés, la mauvaise foi et les raccourcis que n'hésitent pas à prendre les opposants et les médias en général lorsqu'il est question des changements climatiques.

On y explique qu'il y a consensus scientifique sur le fait que 80% des hydrocarbures existants doivent demeurer sous terre pour éviter l'apocalypse. En réalité, il n'y a aucun consensus sur le sujet. Il s'agit simplement d'une étude parue en 2015 dans le magazine Nature (24) sous la plume des deux professeurs, Christopher McGlade et Paul Ekins du University College de Londres, et commanditée par le UK Energy Research Centre, un regroupement de chercheurs de gauche.

(24) Texte collectif, La Presse, section débats, publiée à 10h00.

La lettre demeure silencieuse en outre sur une donnée fondamentale : l'étude tient compte d'un réchauffement de 2 degrés C en 2100, soit un scénario bien pire que celui de 1.5 C sur lequel travaillent les gouvernements du monde entier suite aux accords de Paris et qui a fait l'objet du dernier rapport du GIEC en 2018.

Deuxième affirmation : on dit que le gaz naturel de GNL Québec pourrait fort bien aller remplacer du gaz naturel ou même de l'énergie renouvelable. L'AEQ a travaillé d'arrache-pied pendant des jours pour y trouver un quelconque fondement. Peine perdue. Nous n'avons vu aucun cas répertorié dans les rapports des autorités mondiales. Nous

invitons donc le groupe d'économistes et de chercheurs québécois à communiquer rapidement leur découverte à l'Agence internationale de l'énergie.

Troisième trouvaille : personne au Saguenay et au Lac St-Jean ne travaillera pour GNL Québec, parce que la région vit une pénurie de main d'œuvre. Et enfin, quatrième trouvaille : les projets d'aluminium à anodes inertes et de biomasse forestière seraient apparemment beaucoup plus profitables pour la région.

Cette analyse de la situation rejoint presque en tout point celle qu'en font les groupes et les formations politiques qui s'opposent au projet. Et ils bénéficient d'un temps d'antenne disproportionné pour le dire. Si nous en faisons la remarque, c'est que cela a un effet perturbateur sur le processus d'acceptabilité sociale. L'un des problèmes les plus graves auxquels fait face l'industrie de l'énergie au Québec est le faible niveau de connaissances général des médias sur ces questions, ce qui les amène à confondre les rapports et les données fournies par les autorités compétentes et reconnues avec l'analyse qu'en font les groupes écologistes.

Des bénéfices réels

Dans les dernières années, à la faveur des discussions en vue d'en arriver à l'acceptabilité sociale, les entreprises ont pu trouver de meilleures formules pour faire profiter les communautés de la richesse créée. Auparavant, il n'y a pas si longtemps en fait, on parlait des jobs et du salaire.

Si ces bénéfices sont bien réels, leur effet cesse immédiatement lorsque l'entreprise suspend ses activités. Et Dieu sait que la région a connu ce genre d'histoires. Même chose pour les recettes tirées des taxes, impôts et charges d'employeurs que les gouvernements et les municipalités, le cas échéant, cessent de toucher en tout ou en partie.

Aujourd'hui, les politiques d'achat local sont devenues incontournables. Et on a plus récemment ajouté des mécanismes de partage du savoir-faire et de la R & D afin de jeter des bases plus solides et plus durables pour le développement de la région. Je ne veux pas reprendre ici les chiffres. Nous les connaissons. GNL Québec a fait ses devoirs.

Il faut parler de la région

La meilleure façon de décrire l'ampleur d'un projet industriel de cette taille pour une région est de le mettre en perspective. Voici donc une comparaison avec Montréal. Créer 6 000 emplois directs et indirects pendant la construction, c'est l'équivalent d'en créer 38 700 à Montréal. 1 350 emplois permanents directs et indirects, c'est l'équivalent d'en créer 8 800 à Montréal. Et 300 emplois permanents au siège social et dans les opérations, donc tout près de nous ici, à Saguenay, c'est l'équivalent d'en créer 1 800 au centre-ville de Montréal.

Nous sommes persuadés que, tous écologistes soient-ils, les Montréalais y penseraient à deux fois avant de s'opposer.

On parle ici de la forte opposition des groupes écologistes. Il existe une autre catégorie d'opposants, qu'on peut qualifier de tièdes. Certains dirigeants disent que l'avenir réside davantage dans une diversification de l'économie. Nous sommes d'accord bien sûr. Chaque municipalité, chaque MRC, chaque région, chaque gouvernement cherchent les meilleures stratégies pour créer davantage de richesse. Dans le contexte des changements climatiques, ces stratégies sont orientées de façon à s'éloigner d'une économie qui dépend trop largement d'emplois, de produits et de marchés vulnérables dans le temps, et encourager plutôt des secteurs à faible émission.

Et s'ajoutera maintenant l'instabilité économique post pandémie. Les appels à la diversification seront encore plus nombreux.

Biomasse et nouvelles technologies

Dans une région en quête d'emplois et de richesse, il nous semble important que les avocats de ces solutions expliquent avec plus de clarté ce qu'on entend faire au juste. Si la région veut devenir un joueur important, elle doit être capable d'articuler une vision claire et démontrer des atouts incontournables. Les arguments présentés jusqu'à maintenant manquent de précisions à nos yeux.

Le Québec a comme projet principal d'électrifier ses transports pour réduire son empreinte environnementale et atteindre son objectif de réduction des GES. Est-ce que la région peut en tirer profit ? Nous n'avons rien trouvé dans les documents disponibles ou les déclarations récentes qui nous incitent à penser que c'est le cas.

Il en est de même pour les technologies vertes, soit la biomasse forestière, l'énergie renouvelable et sa chaîne de production et les procédés d'efficacité énergétique. À notre connaissance, le seul document d'une certaine importance est l'étude d'Énergir sur les retombées régionales du développement du gaz naturel renouvelable. Nous en aurons j'en suis certain l'occasion d'en discuter à nouveau, mais disons qu'il y a loin du digestat aux lèvres.

Si on veut pousser sur ces solutions, il faut dire ce qu'il en est. Il ne suffit pas d'opposer les technologies vertes aux hydrocarbures. Il faut dire comment on va faire, les coûts associés à la démarche, ou encore les emplois créés, déplacés ou perdus. En d'autres mots, présenter un « business case » pour la région.

Il faudra aussi peser le pour et le contre en regard de l'environnement, car aucune solution n'est parfaite.

Dans le cas de la biomasse, il faudrait voir par exemple l'ampleur du couvert forestier perdu, ses usages, comment et quand le récupérer et à quel coût, et présenter une analyse

complète du cycle de vie. Pour l'énergie éolienne ou solaire, quelle serait l'ampleur optimale ? Si on souhaite seulement être dans la chaîne de production, quels sont nos

atouts ? Des incitatifs fiscaux sont-ils requis ? Et l'électricité coûtera-t-elle plus cher, comme c'est le cas partout dans le monde ?

Pour le moment, il est impossible de comparer les impacts d'un projet comme GNL Québec, très documenté, avec les alternatives proposées.

Sur la diversification

Peu de gens également pourraient nous dire aujourd'hui quel serait le niveau idéal de diversification pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean. Et il n'existe pas de stratégie prouvée pour une région pour attirer des investissements dans les secteurs qui seront à la pointe de l'économie. Le Québec lui-même tire de la patte dans l'innovation manufacturière, l'intelligence artificielle et l'énergie renouvelable. Il devient très difficile pour les régions de faire mieux que lui dans ces circonstances. Dans tous les cas, peu importe la stratégie employée, si on veut aller plus loin que de simplement dire diversification, il faut pouvoir mesurer nos efforts et se comparer.

En plus donc de devoir présenter des projets précis, les acteurs régionaux ont la responsabilité de devoir en préciser les coûts. Il est très rare de pouvoir attirer des investissements de pointe dans les secteurs en émergence sans devoir recourir à des incitatifs de nature fiscale ou réglementaire.

Peut-être faisons-nous erreur, mais il nous semble que les gens du Saguenay–Lac-Saint-Jean cherchent davantage la stabilité que la diversification. GNL Québec ce sont des emplois maintenant. C'est de la richesse maintenant. Il nous est difficile de trouver une quelconque justification à renoncer au projet sous prétexte d'absence de diversification. Les deux ne sont d'ailleurs pas du tout incompatibles.

Nous croyons plutôt que l'insistance d'appeler à la diversification économique est motivée par des impératifs de nature politique. Il est difficile de supporter haut et fort un projet d'hydrocarbures si votre appréciation du secteur n'est pas favorable.

Dire non à GNL Québec maintenant pourrait en fait être la pire chose à faire pour diversifier l'économie de la région. Le signal ne sera pas bon. L'incertitude est l'ennemie de l'investissement. Et il faudra des investissements considérables si on veut jouer être présents dans les secteurs en émergence. La firme GSP chiffrait la semaine dernière ces investissements perdus à 21 milliards (25).

(25) Le Quotidien, lettre d'opinion de Roger Boivin, 18 octobre 2020

Oui à la diversification, mais pas au prix de la prospérité. GNL Québec apportera les deux.

Impacts plus larges sur l'économie

Dans le calcul des bénéfices économiques, il ne faut pas sous-estimer l'importance pour les producteurs canadiens de pouvoir vendre une partie des ressources. Le Canada souffre beaucoup de ne pouvoir aller chercher le prix mondial pour son pétrole et son gaz naturel. Et cela affecte toute l'économie.

Il y a 15 ans, nous étions un exportateur important vers les États-Unis. Mais nous sommes passés de fournisseur à client. La décision du président Obama d'ouvrir les États-Unis à la production et l'exportation de pétrole et de gaz issus des réservoirs de schiste a complètement changé la donne. Nos voisins sont ainsi beaucoup mieux placés pour tirer avantage du marché grandissant pour le gaz naturel liquéfié dans le monde, avec pas moins d'une dizaine de terminaux en construction en ce moment.

Notre avantage, encore une fois, réside dans la qualité du projet de GNL Québec et sa valeur ajoutée en regard de l'environnement.

Bénéfices économiques / sommaire

L'Association de l'énergie du Québec considère que GNL Québec agit afin de faire profiter le plus possible la région et les communautés de la présence d'un projet industriel de cette taille. L'AEQ juge pertinents les appels à une plus grande diversification économique, mais elle estime qu'il s'agit surtout d'un appel qui ne comporte aucune précision ni stratégie.

L'AEQ juge pertinent que les autorités régionales étudient les façons de pouvoir profiter du secteur des technologies vertes, mais elle croit qu'il s'agit plutôt d'une déclaration politique de la part d'acteurs qui refusent tout simplement les projets d'hydrocarbures. L'AEQ estime qu'ici aussi, aucune précision n'est fournie sur le type de projet, ses coûts et son impact environnemental, aucune solution n'étant parfaite de ce point de vue.

Au final, l'AEQ estime qu'en période post pandémie, la région doit mettre l'accent sur la stabilité plutôt que sur les technologies vertes ou la diversification, deux vecteurs de développement qui de toute façon ne sont pas incompatibles avec le projet actuel.

Conclusion

Nous croyons que le projet Énergie Saguenay est bénéfique pour la planète puisqu'il permettra une baisse rapide des émissions mondiales. Nous croyons que le marché, malgré les incertitudes propres au secteur et celles provoquées par la pandémie, lui sera plus favorable que ses concurrents en raison de son impact plus faible sur l'environnement.

Nous croyons que ces impacts sont mitigés, et que GNL Québec est sérieuse dans ses intentions de maintenir un excellent bilan à cet égard puisque cela fait partie de sa stratégie d'affaires. Nous croyons que les bénéfices économiques pour la région

représentent une occasion unique, et qu'un refus d'aller de l'avant enverrait un signal négatif qui mettrait en péril d'autres investissements importants.

Nous croyons enfin que les citoyennes et les citoyens de la région n'ont pas à faire un choix entre ce projet et la diversification économique, car elle devra toujours poursuivre les deux pour assurer sa prospérité. Et ils n'ont pas à faire un choix entre ce projet et le développement de masse des technologies vertes, car il n'existe aucun plan d'affaires sérieux pour cette option, pas plus qu'il n'existe de garanties qu'elles pourront être développées à grande échelle un jour et que la région en tirerait profit.

Nous enjoignons les commissaires à approuver le projet Énergie Saguenay.